Courrier

Ciné-Lac et Tour de France

En réponse aux différents articles de presse concernant l'installation d'un cinéma en plein air sur l'esplanade du palais Wilson, je tiens à dissiper tout malentendu en affirmant que les services municipaux ne sont pas responsables du problème posé par la collision de dates entre l'arrivée d'étape du Tour de France cycliste et le chantier du cinéma en plein air.

Le Groupement des cinémas genevois et ses mandataires ont bénéficié du plein appui de la Ville de Genève dès le début de leur projet. Au départ, le choix de l'emplacement s'est porté sur la fin du quai Gustave-Ador, mais le projet n'a pu aboutir en raison de l'opposition de la commune de Cologny.

Le Conseil administratif a donc examiné une deuxième proposition d'emplacement: l'esplanade du palais Wilson et a donné un accord de principe le 23 mai 1990. Pourquoi «de principe»? Parce que la demande ne précisait pas les dates exactes du chantier, ni celles de l'exploitation du cinéma et que les plans d'implantation devaient encore évoluer.

Je précise que l'esplanade du Palais Wilson étant située sur le domaine privé de la Ville de Genève, le dossier n'a pas été renvoyé au Service du domaine public pour examen.

Ce n'est qu'à mi-juin que le Conseil administratif a pris connaissance, par voie de presse, du détail du projet et a constaté:

- a) que la plus grosse partie du chantier Ciné-Lac se déroulait en même temps que les préparatifs de l'arrivée de l'étape du Tour de France cycliste;
- b) que les installations du cinéma touchaient également le domaine public et particulièrement une zone de trottoir réservée pour l'infrastructure du Tour de France.

Dès que j'ai eu connaissance du problème, j'ai immédiatement demandé à mes collaborateurs, tant du Service des sports que du Service du domaine public, de participer à une séance de coordination, réunissant toutes les parties intéressées, afin de trouver des solutions pour chacun des points litigieux.

Un arrangement permettant aux deux manifestations de coexister a été proposé aux responsables de Ciné-Lac, qui l'ont jugé trop contraignant, le Conseil administratif a décidé que le Tour de France était prioritaire et qu'il appartenait à Ciné-Lac de se montrer conciliant. Malheureusement, cet appel n'a pas été entendu et le Groupement des cinémas genevois a préféré renoncer à son projet pour cette année. Il n'est d'ailleurs pas exclu que la présence du Tour de France ne soit pas la seule cause de cette décision.

Compte tenu de la manière dont se sont déroulées les choses, je considère que les termes de «négligence» et «cafoillage» utilisés dans plusieurs articles de presse pour porter une appréciation sur le travail des services municipaux sont tout à fait injustifiés. Les collaborateurs de la Ville de Genève ont fait ce qu'ils avaient à faire et rien ne peut leur être reproché.

Il est vrai cependant qu'une ville qui bouge est plus difficile à gérer qu'une ville qui dort, mais je pense que la plupart des Genevois attendent de leurs autorités qu'elles favorisent le dynamisme et les initiatives, même si le règlement des affaires s'en trouve quelque peu compliqué.

André HEDIGER
Maire de Genève

Les eaux de l'Aire

Dans votre édition du 5 juin 1990, M. Christian Starkemann, membre de l'Association pour la protection de l'Aire et de ses affluents, s'indigne et qualifie «d'outrage suprême» le fait que les autorités françaises et suisses envisagent,

d'une part, la suppression de la station d'épuration (STEP) de Saint-Julien et, d'autre part, celle de la Plaine de l'Aire, au profit d'un raccordement des eaux usées sur la station d'épuration d'Aire, grâce à la réalisation d'un ouvrage permettant de dévier les eaux usées de cette localité sur le collecteur d'amenée d'Aire.

Si les autorités concernées œuvrent dans ce sens, c'est en raison de l'insuffisance de débit de cette rivière en périodes d'étiage (sécheresse) où seuls les effluents des stations d'épuration précitées constituent l'apport d'eau principal. Il en résulte que la qualité de l'eau de cette rivière est très insatisfaisante en été et qu'il convient impérativement de trouver une solution garantissant un état normal à l'Aire.

Or, même les installations de traitement des eaux les plus sophistiquées sont tributaires d'incidents ou d'accidents (par exemple: pannes, arrivées intempestives de produits toxiques, etc.) qui ont pour conséquence de perturber momentanément leur fonctionnement et ainsi de ne plus garantir le degré de qualité des rejets.

Par contre, un cours d'eau offrant un débit suffisant, dans le cas d'espèce le Rhône, peut mieux absorber par son pouvoir d'auto-épuration de telles situations critiques.

Il est à noter que l'étude engagée comprendra simultanément une appréciation de l'impact de la suppression des rejets de la STEP de Saint-Julien sur le cours d'eau de l'Aire.

Quant à une amélioration de la situation actuelle de la rivière, par un apport supplémentaire d'eaux claires, il faut rappeler que les communes genevoises du bassin versant de l'Aire y contribuent depuis plusieurs années par la mise en place de réseaux de canalisations en systèmes séparatifs qui permettent d'acheminer directement à cette rivière, les eaux pluviales, de sources et de drainage.

Par ailleurs, le Département des travaux publics n'est pas resté insensible au problème de la qualité des eaux transfrontières. Cet aspect est traité dans le cadre des travaux du comité régional franco-genevois et les autorités compétentes françaises doivent examiner le problème de façon à pouvoir pren-

dre, cas échéant, les mesures de protection appropriées.

Concernant la situation de la station d'épuration d'Aire dont la capacité atteinte par moments (en cas d'orages) son degré de saturation, ce problème n'a pas échappé à mon département qui, d'ores et déjà, a fait établir un projet d'adaptation des installations dont les crédits de réalisation pour une première étape seront demandés au Grand Conseil dans des délais raisonnables, tout en tenant compte des disponibilités financières de l'Etat.

Il convient de relever que le canton de Genève, qui a déjà beaucoup investi pour la protection des eaux, poursuivra cette tâche en portant l'effort sur la qualité des petits cours d'eau, répondant ainsi aux préoccupations toujours plus fortes que les rivières retrouvent leur qualité d'antan. **CHRISTIAN GROBET**

GENÈVE

Pas morts les lions!

Au nord la force de l'efficacité, au sud la grâce de la culture. Cela s'est vu avec